

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1920.

Proposition de loi relative aux traitements des secrétaires communaux (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

M. Maenhaut et les collègues qui ont signé avec lui la proposition de loi qui vous est soumise, proposent de remplacer le texte de l'article 111 de la loi communale, modifié par les lois du 3 juillet 1894 et du 27 février 1911 par une série de dispositions nouvelles.

Ils demandent notamment que le traitement minimum qui doit être alloué aux secrétaires communaux soit augmenté; que sur ce traitement il soit annuellement accordé une augmentation de 5 %; que l'État intervienne pour moitié dans le paiement du traitement dû aux secrétaires des communes de moins de 5,000 habitants; que les secrétaires communaux reçoivent le droit d'interjeter appel auprès du Roi contre les décisions des députations permanentes, refusant leur approbation aux délibérations des conseils communaux allouant au secrétaire un traitement supérieur au minimum légal.

La proposition de loi, déposée par MM. Maenhaut et consorts, fut adoptée dans toutes les Sections; elle avait été l'objet cependant de nombreuses observations.

Plusieurs questions de principe ont été soulevées au cours des séances que votre Section centrale a consacrées à l'étude de la proposition déposée par M. Maenhaut.

L'exposé préalable de ces questions s'impose.

(1) Projet de loi, n° 131.

(2) La Section centrale, présidée par M. MECHELYNCK, était composée de MM. VERAGHTERT, DE BRUYCKER, VAN CAENEKEN, SOUPLIT, HOMANS et PUSSEMIER.

I

Discussion générale de la proposition de loi.

1. *Majoration du montant du traitement minimum.* — Le minimum légal du traitement a été établi par la loi du 3 juillet 1894.

Fixé de 200 à 300 francs pour les secrétaires des communes dont la population compte moins de 300 habitants, il ne dépasse pas 3,300 francs pour les secrétaires des communes de plus de 25,000 habitants.

Certes les secrétaires de nombreuses communes jouissent d'un traitement supérieur au minimum légal; des indemnités de vie chère leur ont été accordées; mais le plus grand nombre des secrétaires communaux ne perçoivent cependant pas un traitement qui soit en rapport avec le coût actuel de la vie, fait dont il y a d'autant plus lieu de tenir compte que le travail imposé à ces fonctionnaires a considérablement augmenté.

Votre Section centrale, à son tour, fait donc siennes les paroles prononcées par M. le baron de Broqueville, Ministre de l'Intérieur, au Sénat le 17 octobre lors du vote de la loi du 31 octobre 1919 sur les indemnités de vie chère à accorder aux agents communaux quand il disait : « Il est évident qu'il est plus que temps que l'on revise un barème qui a été élaboré à une époque où les conditions de la vie étaient tout à fait différentes de celles d'aujourd'hui ».

2. *Fixation par la loi du nouveau barème des traitements* — M. Jaspar, Ministre de l'Intérieur, qui a bien voulu communiquer à votre Section centrale les observations que l'examen de la proposition de loi déposée par M. Maenhout lui suggérait, estimait, qu'il eût été préférable d'agir pour les secrétaires communaux comme on l'a fait par la loi du 1^{er} mai 1914 pour les receveurs communaux. A son avis, le barème des traitements minima aurait dû être établi dans chaque province par la Députation permanente, le règlement adopté par ce collège étant d'ailleurs soumis à l'approbation du Roi.

L'intervention de la Députation permanente devait donner aux divers barèmes la souplesse requise pour les adapter à l'infinie variété des circonstances locales; et l'approbation des barèmes provinciaux par le Pouvoir central empêchait que les minima fixés pour chaque circonscription ne fussent inférieurs à un minimum général admis pour les traitements dans le pays.

La proposition de M. Jaspar fut rejetée par tous les membres de votre Section centrale.

L'État est directement intéressé à ce que les fonctions de secrétaire communal soient confiées à des agents capables, zélés et attachés à l'accomplissement de leurs devoirs. Dans la plupart des communes le soin de l'exécution rapide et exacte des affaires confiées aux administrations communales repose sur le secrétaire. Or, c'est par l'intermédiaire des communes que le pouvoir central exerce son action dans presque toutes les parties du pays; et il importe de souligner ici, sans entrer dans le détail des faits, chose inutile parce qu'elle est suffisamment connue, que cette action du pouvoir central a pris récemment une extension considérable. L'État a donc intérêt à ce que le traitement alloué au secré-

taire communal permette le recrutement d'agents capables dont la rémunération soit, en outre, en rapport avec l'importance, la diversité et la multiplicité des devoirs qui s'imposent à leur activité.

Pour les secrétaires communaux, se justifie donc une intervention directe du pouvoir législatif.

3. Intervention de l'État dans le paiement du traitement des secrétaires. — M. Maenhaut et les cosignataires de sa proposition proposaient de décider (art. 4) que dans les communes de moins de 3,000 habitants l'État interviendra pour la moitié dans les traitements et augmentations annuelles.

Cinq membres de votre Section centrale se sont prononcés pour le rejet de cet article; un membre s'est abstenu au vote.

L'adoption de l'article avait été combattue par le Gouvernement.

La majorité des membres de votre Section centrale ne contestent pas, comme le souligne M. Maenhaut, que la partie la plus importante du travail, qui incombe actuellement au secrétaire communal, est d'intérêt général.

Mais ils ont cru, comme on l'a exposé à différentes reprises au Parlement, que faire intervenir le Gouvernement dans le traitement des secrétaires communaux, c'est transformer ces agents en fonctionnaires de l'État et porter atteinte à l'autonomie communale, car du jour où le Gouvernement interviendra dans le paiement des traitements, il sera en droit de réclamer son mot à dire dans la nomination, la suspension et la révocation de ces agents. L'autonomie communale est le principe le plus caractéristique de notre organisation administrative; il est la base essentielle de l'action que les institutions communales peuvent exercer quand, comme pendant l'occupation, le pays traverse les heures les plus difficiles. Il importe donc que le principe général, consacré notamment par l'article 109 de la loi communale qui dispose, qu'après deux refus successifs d'approbation, le conseil communal nomme, même librement, le secrétaire, pourvu que son choix ne se porte sur aucun des deux candidats écartés par la députation permanente, ne reçoive aucune atteinte.

Il faut même, mais pour mémoire, rappeler que si le principe sur lequel M. Maenhaut s'est basé pour justifier l'article 4 de sa proposition était admis, il amènerait logiquement l'intervention de l'État dans le paiement du traitement de tous les secrétaires communaux et de tous les employés communaux.

Votre Section centrale n'a pas oublié qu'elle devait examiner si les charges que l'adoption de la proposition de M. Maenhaut entraînait pour les communes ne dépassaient point les ressources dont ces dernières disposaient.

Ce point est traité ci-après.

4. Recours au Roi contre les décisions des Députations permanentes. — M. Maenhaut (art. 1^{er}, § 9) propose de décider : « Un recours au Roi est ouvert » aux titulaires contre les décisions des Députations permanentes fixant le » montant de leur traitement initial ou leur refusant une augmentation de » traitement annuelle, soit facultative ou extraordinaire. »

Cet alinéa a été rejeté à l'unanimité des membres de notre Section centrale. Son adoption avait été combattue par le Gouvernement.

La question n'était pas nouvelle.

Le principe du recours n'a pas été admis quand fut votée la loi du 3 juillet 1894 (rapport de la Section centrale, Chambre, session 1893-1894, documents, p. 149, col. 1), l'impossibilité pratique de l'organiser fut démontrée par M. Berryer, Ministre de l'Intérieur, répondant au Sénat à une interpellation de M. Dufrane-Friart.

Il importe de préciser les motifs qui justifient la décision prise par la Section centrale.

Il va de soi que le Conseil communal a eu et qu'il aura le droit incontestable d'octroyer à son secrétaire un traitement initial supérieur au traitement minimum légal; le texte qui est en vigueur, celui qui vous est proposé ne laisse à cet égard aucun doute : il était dit, il sera dit, en effet, que le Conseil *fixe* le traitement, mais que le minimum de ce traitement est de... Rien non plus ne s'oppose au vote de majorations quelconques dépassant le montant des augmentations périodiques obligatoires.

Un refus par la Députation permanente d'approuver un traitement dépassant le minimum légal ne se justifie que dans les cas où, ce collège exerçant son droit de contrôle sur les actes de l'administration communale soumis par la loi à son approbation, elle juge qu'aucun motif ne justifie la décision prise ou que cette décision lèse gravement les finances communales.

Or, il n'a pas été démontré que l'introduction dans la loi du droit de recours soit devenu nécessaire pour sauvegarder les intérêts des secrétaires communaux.

Mais il faut pousser plus à fond l'examen de la question.

A supposer même que le droit de recours soit admis, il faut admettre qu'il sera presque toujours illusoire. M. De Reu l'a établi dans le rapport qu'il a présenté au nom de la Section centrale qui a examiné la loi de 1894.

Comme le disait M. De Reu, la Députation permanente se trouve le mieux placée « pour statuer en cette matière, il ne s'agit point de prononcer » sur des points de droit ou des questions de principe, mais, uniquement, « d'examiner des points de fait et d'apprécier des circonstances locales dont » la « Députation permanente » a, mieux que le Pouvoir central, la connaissance réelle et pratique ».

D'un autre côté l'administration centrale ne disposera point d'autres éléments d'appréciation que ceux sur lesquels la Députation permanente aura basé sa décision; les enquêtes nouvelles qui éventuellement seraient ouvertes sur place par le Pouvoir central ne fourniront presque jamais les données suffisantes pour réformer la première décision.

II.

Examen des articles de la proposition de M. Maenhaut.

Les décisions prises par la Section centrale, si elles sont à leur tour adoptées par la Chambre, diminuent donc le nombre des modifications qu'il y aura lieu d'apporter au texte actuel de l'article 111 de la loi communale.

Fixation du traitement minimum. — ALINÉAS 1 A 3 DE L'ARTICLE 1^{er}. — Ces alinéas doivent remplacer les alinéas 1 à 6 du texte actuel de l'article 111 de la loi communale.

Diverses questions sont à examiner ici.

D'abord la fixation du minimum proprement dit. La proposition de M. Maenhaut multiplie par des coefficients divers le minimum le plus élevé, actuellement inscrit à l'article 111. Le choix de ces divers coefficients n'est pas justifié. De plus, la proposition qui vous était soumise, offre l'anomalie suivante : toutes les augmentations du traitement minimum pour les secrétaires des diverses catégories de communes dont le chiffre de population varie de 2,001 à 8,000 habitants, s'élèvent à 1,000 francs; l'augmentation ne s'élève qu'à 500 francs pour les secrétaires des deux catégories de commune ayant de 8,001 à 15,000 habitants. L'augmentation atteint de nouveau 1,000 francs quand il s'agit des secrétaires des deux catégories de communes dont la population dépasse 15,001 habitants. Il n'y a donc pas corrélation régulière entre l'augmentation du minimum et l'importance du chiffre de la population.

Un membre de la Section centrale a cherché le moyen de supprimer ces anomalies. Il a proposé une formule mathématique de calcul.

Un minimum absolu de 1,000 francs serait garanti à tout secrétaire. A ce minimum, qui pourrait éventuellement être considéré comme partie mobile, viendrait s'ajouter une partie, fixe pour une commune donnée, mais variant avec le chiffre de la population.

La progressivité de l'augmentation proportionnelle à la population serait, d'autre part, en raison inverse du chiffre de la population, de telle façon que, rapide pour les petites communes, elle deviendrait imperceptible pour les fortes populations. Dans aucun cas la partie fixe du traitement initial ne pourrait atteindre 10,000. Le coefficient de progressivité uniforme se rapprochant de la proposition Maenhaut est mathématiquement établi par 0.50.

La formule s'exprime donc comme suit :

$$T (\text{traitement}) = 1000 + \frac{P (\text{population})}{0.50 + \frac{P (\text{population})}{10,000}}.$$

L'insertion dans la loi de la formule indiquée ci-dessus permettrait la suppression de la classification des communes en catégories; et le traitement minimum des secrétaires de communes dont la population ne diffère que de quelques unités ne varierait point de centaines de francs.

Mais cette même inscription offre l'inconvénient de n'être pas en général compréhensible pour le contribuable qui ne pourra immédiatement vérifier quels sacrifices lui impose le traitement du secrétaire de sa commune.

Aussi votre Section centrale n'a-t-elle pas admis que la formule proposée soit insérée dans le texte légal. Concernant la classification des communes en catégories telle qu'elle est consacrée par le texte actuel de l'article 111, classification que les intéressés ne critiquent pas, elle s'est bornée à fixer pour chaque catégorie des minima de traitements qui soient plus en harmonie réciproque.

Adoptant le barème proposé par M. Maenhaut, elle en corrige les anomalies en augmentant d'une même somme les minima de traitements à partir de la 11^{me} catégorie.

Le tableau suivant permettra de se rendre compte des majorations proposées par la Section centrale et des anomalies qu'offrait le système de M. Maenhaut :

Catégories de communes.		Minimum actuel de traitement.	Minimum proposé par M. Maenhaut.	Minimum proposé par la Section centrale.
		Francs.	Francs.	Francs.
1 ^o	Moins de 300 habitants.	200 à 300	1,500	1,500
2 ^o	De 301 à 500 id.	300 à 400	2,000	2,000
3 ^o	De 501 à 1,000 id.	400 à 500	2,500	2,500
4 ^o	De 1,001 à 1,500 id.	500 à 600	3,000	3,000
5 ^o	De 1,501 à 2,000 id.	600 à 800	3,500	3,500
6 ^o	De 2,001 à 2,500 id.	800 à 1,000	4,000	4,000
7 ^o	De 2,501 à 3,000 id.	1,000 à 1,200	5,000	5,000
8 ^o	De 3,001 à 4,000 id.	1,200 à 1,400	6,000	6,000
9 ^o	De 4,001 à 5,000 id.	1,400 à 1,600	7,000	7,000
10 ^o	De 5,001 à 6,000 id.	1,600 à 1,800	8,000	8,000
11 ^o	De 6,001 à 8,000 id.	1,800 à 2,000	9,000	8,500
12 ^o	De 8,001 à 10,000 id.	2,000 à 2,200	9,500	9,000
13 ^o	De 10,001 à 15,000 id.	2,200 à 2,500	10,000	9,500
14 ^o	De 15,001 à 25,000 id.	2,500 à 3,500	11,000	10,000
15 ^o	De 25,001 et plus d'habitants.	3,500	12,000	10,500

Les chiffres proposés par la Section centrale conservent donc un minimum du traitement assez conséquent au secrétaire des petites communes, où ce fonctionnaire a, en règle générale, seul la charge du travail administratif; les traitements des secrétaires des communes où en général il ne soit point seul à faire face à sa tâche sont diminués.

Les minima proposés ne sont pas exagérés si l'on tient compte du fait que désormais le secrétaire peut être occupé tous les jours ouvrables de l'année.

Votre Section centrale a examiné si ces mêmes minima n'imposaient pas une charge trop lourde aux finances communales. Il ne peut être contesté que dans les petites communes le budget sera sérieusement grevé, d'autant plus qu'il n'est pas douteux que le traitement des gardes champêtres sera augmenté. Mais, d'autre part, il faut assurer par l'octroi de traitements convenables le fonctionnement de l'administration du pays; il ne faut pas oublier que le vote des lois récentes d'impôts augmentera sans doute les ressources communales; que le cumul de la fonction de secrétaire dans diverses communes peut être autorisé et enfin qu'à l'avenir des économies pourront être réalisées sur les traitements des receveurs communaux entrant en fonctions puisque leur mission diminue chaque jour d'importance.

L'examen général des premiers alinéas de la proposition qui vous est soumise a soulevé la question de savoir s'il faut maintenir le double minimum prévu au texte actuel de l'article 111 et conserver aux communes dont la population est inférieure à 1,000 habitants mais dont la situation financière serait

exceptionnellement précaire le droit d'allouer un traitement inférieur au minimum légal.

Le maintien d'un double minimum ne se justifie pas.

La réduction possible du minimum prévu ne peut qu'entraver le recrutement sérieux des fonctionnaires de petites communes.

Augmentations périodiques. — ALINÉA 3 DE L'ARTICLE 1^{er}. — M. Maenhaut et ses collègues proposent de rendre les augmentations obligatoires annuelles et d'en fixer le taux à 5 et à 3 %.

Les secrétaires intéressés estiment que des augmentations triennales suffisent, mais demandent que le montant de ces augmentations soit fixé à 5, 4 et 3 % du traitement initial, suivant la catégorie des communes dans lesquelles ils exercent leurs fonctions.

Votre Section centrale admet l'augmentation triennale.

Elle vous propose de fixer le taux de l'augmentation à 4 % pour les secrétaires des communes des cinq premières catégories, à 3 % pour les communes des catégories 6 à 8, à 2 % pour les communes des catégories 9 à 15.

Votre Section centrale a voulu supprimer les traitements minima exagérés amenés par l'application de la proposition de M. Maenhaut.

Elle a donc amendé de nouveau le texte de la proposition de M. Maenhaut.

Le tableau suivant indique quelles seront les conséquences qu'auraient l'adoption des propositions de la Section centrale :

Catégories de communes.	Traitement initial d'après la proposition de la Section centrale.	Taux de l'augmentation triennale.	Traitement à la 1 ^{re} année.	Traitement à la 3 ^{ie} année.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
1 ^o Moins de . . 300 habitants.	1,500	4 %	1,680	2,220
2 ^o De 301 à 500 id.	2,000		2,240	2,960
3 ^o De 501 à 1,000 id.	2,500		2,800	3,700
4 ^o De 1,001 à 1,500 id.	3,000		3,360	4,440
5 ^o De 1,501 à 2,000 id.	3,500		3,920	5,180
6 ^o De 2,001 à 2,500 id.	4,000	3 %	4,360	5,440
7 ^o De 2,501 à 3,000 id.	5,000		5,450	6,800
8 ^o De 3,001 à 4,000 id.	6,000		6,540	8,160
9 ^o De 4,001 à 5,000 id.	7,000		7,420	8,680
10 ^o De 5,001 à 6,000 id.	8,000		8,480	9,920
11 ^o De 6,001 à 8,000 id.	8,500	2 %	9,010	10,540
12 ^o De 8,001 à 10,000 id.	9,000		9,540	11,160
13 ^o De 10,001 à 15,000 id.	9,500		10,070	11,780
14 ^o De 15,001 à 25,000 id.	10,000		10,600	12,400
15 ^o De 25,001 et au delà.	10,500		11,130	13,020

Modification du rang de classification des communes. — ALINÉA 4 DE L'ARTICLE PREMIER. — Le texte proposé par M. Maenhaut a été amendé à raison de l'augmentation du nombre des coefficients de multiplication.

Refus d'une augmentation légale. — ALINÉAS 5-7 DE L'ARTICLE. — Au texte qui est actuellement en vigueur, M. Maenhaut ajoute que dans le cas où le conseil communal est appelé à refuser une augmentation triennale de traitement au secrétaire, ce dernier doit être entendu au préalable par le conseil.

Actuellement il suffit que l'intéressé soit entendu par le collège des bourgmestre et échevins qui communique au conseil communal les observations faites par l'intéressé.

L'amendement proposé par M. Maenhaut au texte actuel est justifié : il est utile que le Conseil communal ne statue pas sur le vu de pièces seulement.

M. Maenhaut a proposé de décider que le procès-verbal des explications fournies par le secrétaire sera signé par le président du Conseil communal. Votre Section centrale propose ici une modification de texte qui mettra le libellé de l'article plus en harmonie avec celui de l'article 63 de la loi communale.

Droit de recours. — ALINÉA 8 DE L'ARTICLE 1^{er}. — Votre Section centrale pour les motifs indiqués ci-dessus en propose la suppression.

ALINÉAS 9-12 DE L'ARTICLE 1^{er}. — Ils ne demandent aucune explication; ils reproduisent des dispositions qui sont en vigueur.

Traitement des secrétaires exerçant leurs fonctions dans diverses communes. — ARTICLE 1^{bis} (nouveau). — Sous l'empire de la loi de 1894, il n'y avait pas lieu de prévoir ce cas. Le minimum légal du traitement dans chaque commune n'était pas assez élevé pour que le cumul puisse procurer au secrétaire qui en bénéficierait la jouissance de ressources dépassant le montant de celles allouées à des fonctionnaires astreints à un travail de même importance.

Tel ne serait plus le cas aujourd'hui à la suite du relèvement du barème. La question du cumul est importante. Plus que jadis, les petites communes auront intérêt à prendre un seul et même secrétaire ou à nommer un secrétaire qui exerce ses fonctions dans une commune plus importante.

Mais tenant compte du fait que le secrétaire qui cumule doit bénéficier de certains avantages pécuniaires, votre Section centrale vous propose de décider :

« Si un secrétaire exerce ses fonctions dans deux ou plusieurs communes, son
» traitement minimum et les augmentations triennales de ce traitement seront
» égales au traitement et aux augmentations des secrétaires de la catégorie des
» communes dont le chiffre de la population est égal au chiffre total de la
» population des diverses communes où ce secrétaire exerce ses fonctions.

» De plus, le montant du traitement minimum devra être majoré de 5 % à
» titre d'indemnité spéciale.

» La charge du traitement alloué au secrétaire dans ce cas sera supportée par
» chaque commune au prorata du nombre de ses habitants. »

Il n'importe pas, semble-t-il, de réglementer davantage le cumul et de limiter le nombre des communes où un secrétaire pourra exercer ses fonctions.

Aucun abus n'a été signalé. Toute fixation d'un chiffre sera arbitraire. Si on limite le nombre des communes où le cumul pourra s'exercer, ne faut-il pas

aussi tenir compte du chiffre de la population de ces communes. Il est préférable de ne pas limiter ici le droit des députations permanentes qui, par application de l'article 109 de la loi communale, peuvent refuser leur approbation quand un cumul offrirait des dangers.

Suppression des indemnités de vie chère. — ARTICLE 2 DE LA PROPOSITION. — Cette suppression est la conséquence logique du relèvement du barème des traitements.

ARTICLE 3 DE LA PROPOSITION. — M. Maenhaut propose de compléter le texte actuel du dernier alinéa de l'article 114, tel qu'il a été fixé par la loi du 27 février 1914, par des dispositions consacrant, pour le secrétaire qui se serait rendu coupable d'avoir tenu un débit de boissons, le droit de pouvoir présenter sa défense avant d'être puni et le droit pour lui d'interjeter appel, même jusqu'auprès du Roi, de toute décision lui infligeant une peine pour avoir exercé un commerce défendu.

ARTICLE 4 DE LA PROPOSITION. — La suppression en a été justifiée ci-dessus.

Votre Section centrale, à l'unanimité de ses membres, a l'honneur de vous proposer l'adoption de la proposition de loi qui vous est soumise mais telle qu'elle a été amendée par elle.

Le Rapporteur,
LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

20

TEXTE ACTUEL DE L'ARTICLE III DE LA LOI COMMUNALE

ET

TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE

TÉKST DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD

**Texte actuel de l'article 111
de la loi communale.**

Le traitement du secrétaire est fixé par le conseil communal, sous l'approbation de la députation permanente du conseil provincial.

Le traitement minimum est fixé comme il suit :

1° Communes de moins de 300 habitants . . .	fr. 200 à 300
2° Communes de 301 à 500 habitants . . .	300 à 400
3° Communes de 501 à 1,000 habitants . . .	400 à 500
4° Communes de 1,001 à 1,500 habitants . . .	500 à 600
5° Communes de 1,501 à 2,000 habitants . . .	600 à 800
6° Communes de 2,001 à 2,500 habitants . . .	800 à 1,000
7° Communes de 2,501 à 3,000 habitants . . .	1,000 à 1,200
8° Communes de 3,001 à 4,000 habitants . . .	1,200 à 1,400
9° Communes de 4,001 à 5,000 habitants . . .	1,400 à 1,600
10° Communes de 5,001 à 6,000 habitants . . .	1,600 à 1,800

Texte de la proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

L'article 111 de la loi communale du 30 mars 1836, modifiée par les lois du 3 juillet 1894 et du 27 février 1914, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le traitement du secrétaire est fixé par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial.

» Le traitement minimum est fixé comme suit :

1° Communes de moins de 300 habitants . . .	fr. 1,500
2° Communes de 301 à 500 habitants . . .	2,000
3° Communes de 501 à 1,000 habitants . . .	2,500
4° Communes de 1,001 à 1,500 habitants . . .	3,000
5° Communes de 1,501 à 2,000 habitants . . .	3,500
6° Communes de 2,001 à 2,500 habitants . . .	4,000
7° Communes de 2,501 à 3,000 habitants . . .	5,000
8° Communes de 3,001 à 4,000 habitants . . .	6,000
9° Communes de 4,001 à 5,000 habitants . . .	7,000
10° Communes de 5,001 à 6,000 habitants . . .	8,000

**Texte proposé par la Section
centrale.**

ARTICLE PREMIER.

L'article 111 de la loi communale du 30 mars 1836, modifiée par les lois du 3 juillet 1894 et du 27 février 1911, est remplacée par les dispositions suivantes :

« Le traitement du secrétaire est fixé par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial.

» Le traitement minimum est fixé comme suit :

1° Communes de moins de 300 habitants	fr. 1,500
2° Communes de 301 à 500 habitants	2,000
3° Communes de 501 à 1,000 habitants	2,500
4° Communes de 1,001 à 1,500 habitants	3,000
5° Communes de 1,501 à 2,000 habitants	3,500
6° Communes de 2,001 à 2,500 habitants	4,000
7° Communes de 2,501 à 3,000 habitants	5,000
8° Communes de 3,001 à 4,000 habitants	6,000
9° Communes de 4,001 à 5,000 habitants	7,000
10° Communes de 5,001 à 6,000 habitants	8,000

**Tekst door de Middenafdeeling
voorgesteld.**

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 111 der gemeentewet van 30 Maart 1836, gewijzigd door de wetten van 3 Juli 1894 en van 27 Februari 1911, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De jaarwedde van den secretaris wordt door den gemeenteraad vastgesteld, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

» De minimum-jaarwedde wordt vastgesteld als volgt :

1° Gemeenten beneden 300 inwoners	fr. 1,500
2° Gemeenten van 301 tot 500 inwoners	2,000
3° Gemeenten van 501 tot 1,000 inwoners	2,500
4° Gemeenten van 1,001 tot 1,500 inwoners	3,000
5° Gemeenten van 1,501 tot 2,000 inwoners	3,500
6° Gemeenten van 2,001 tot 2,500 inwoners	4,000
7° Gemeenten van 2,501 tot 3,000 inwoners	5,000
8° Gemeenten van 3,001 tot 4,000 inwoners	6,000
9° Gemeenten van 4,001 tot 5,000 inwoners	7,000
10° Gemeenten van 5,001 tot 6,000 inwoners	8,000

**Texte actuel de l'article 111
de la loi communale.**

11° Communes de 6,001 à 8,000 habitants . . .	1,800 à 2,000
12° Communes de 8,001 à 10,000 habitants . . .	2,000 à 2,200
13° Communes de 10,001 à 15,000 habitants . . .	2,200 à 2,500
14° Communes de 15,001 à 25,000 habitants . . .	2,500 à 3,500

Pour chacune de ces catégories, la députation permanente fixera, dans les limites indiquées, le minimum de traitement pour chaque commune, le conseil communal entendu.

Toutefois, en ce qui concerne les communes des trois premières catégories, le taux de ce tarif pourra être réduit par le conseil communal, sous l'approbation de la députation permanente du conseil provincial, dans le cas où la situation financière de la commune serait exceptionnellement précaire.

Dans les communes de plus de 25,000 habitants le traitement du secrétaire communal sera au moins de 3,500 francs.

Tous les cinq ans, le secrétaire a droit à une augmentation de traitement fixée à 10 % dans les communes des catégories 1 à 11 et à 7 % dans les communes des autres catégories.

Lorsqu'une commune des catégories 1 à 11 passe dans une classe supérieure à la onzième ou qu'une commune des catégories 12 et au-delà passe dans une classe inférieure à la douzième, par suite de l'augmentation ou de la diminution de population constatée par un

Texte de la proposition de loi.

11° Communes de 6,001 à 8,000 habitants fr.	9,000
12° Communes de 8,001 à 10,000 habitants	9,500
13° Communes de 10,001 à 15,000 habitants	10,000
14° Communes de 15,001 à 25,000 habitants	11,000
15° Communes de 25,001 habitants et au delà	12,000

» Tous les ans, le secrétaire a droit à une augmentation de son traitement initial fixée à 5 % dans les communes des catégories 1 à 11 et à 3 % dans les communes des autres catégories.

» Lorsqu'une commune des catégories 1 à 11 passe dans une classe supérieure à la 11° ou qu'une commune des catégories 12 et au delà passe dans une classe inférieure à la 12° par suite de l'augmentation ou de la diminution de la population, constatée par un recen-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

11° Communes de 6,001 à 8,000 habitants fr.	8,500	11° Gemeenten van 6,001 tot 8,000 inwoners fr.	8,500
12° Communes de 8,001 à 10,000 habitants	9,000	12° Gemeenten van 8,001 tot 10,000 inwoners	9,000
13° Communes de 10,001 à 15,000 habitants	9,500	13° Gemeenten van 10,001 tot 15,000 inwoners	9,500
14° Communes de 15,001 à 25,000 habitants	10,000	14° Gemeenten van 15,001 tot 25,000 inwoners	10,000
15° Communes de 25,001 habitants et au delà	10,500	15° Gemeenten van 25,001 inwoners en daarboven	10,500

» Tous les trois ans, le secrétaire a droit à une augmentation de son traitement initial fixée à 4 % dans les communes des catégories 1 à 5, à 3 % dans les communes des catégories 6 à 8 et à 2 % dans les communes des autres catégories.

Lorsqu'une commune par suite de l'augmentation ou de la diminution de la population constatée par un recensement décennal passe dans une catégorie où il est fait usage d'un autre coefficient pour le calcul des augmentations triennales, l'augmentation dans le premier

» Om de drie jaren heeft de secretaris recht op eene verhooging zijner aanvangswedde, bepaald op 4 t. h. in de gemeenten van de reeksen 1 tot 5, op 3 t. h. in de gemeenten van de reeksen 6 tot 8 en op 2 t. h. in de gemeenten van de overige reeksen.

» Wanneer, ten gevolge van de toename of afname der bevolking, blijvende uit eene tienjaarlijksche volkstelling, eene gemeente overgaat naar eene reeks waar een ander vermenigvuldiger gebruikt wordt om de driejaarlijksche verhoogingen te berekenen, dan

**Texte actuel de l'article 111
de la loi communale.**

recensement décennal, l'augmentation quinquennale est réduite immédiatement à 7 p. c. dans le premier cas et reste fixée à ce taux dans le second cas, aussi longtemps que le secrétaire qui en bénéficiait reste en fonctions.

Chacune de ces augmentations sera calculée sur le traitement dont le secrétaire jouissait le 31 décembre 1909 s'il s'agit d'un agent en fonctions à ce moment, ou sur celui qui lui a été alloué lors de sa nomination s'il s'agit d'un agent nommé après cette date; toutefois, lorsque ce traitement n'atteint pas dans une commune des trois premières catégories le chiffre inférieur du barème fixé par la classe à laquelle la commune appartient le jour où le droit à l'augmentation s'ouvre, le calcul portera sur ce chiffre.

L'augmentation cessera d'être obligatoire lorsque le secrétaire comptera les années d'âge et de services requises pour obtenir sa mise à la pension, et, en tout cas, dès qu'il aura atteint l'âge de 65 ans.

Toutefois, cette augmentation pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au secrétaire qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

Texte de la proposition de loi.

cement décennal, l'augmentation annuelle est réduite à 3 % dans le premier cas et reste fixée à ce taux dans le second cas, aussi longtemps que le secrétaire qui en bénéficiait reste en fonctions.

» L'augmentation annuelle cessera d'être obligatoire lorsque le secrétaire comptera les années d'âge et de services requises pour obtenir sa mise à la pension et, en tous cas, dès qu'il aura atteint l'âge de 65 ans.

» L'augmentation annuelle pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au secrétaire qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

» Le secrétaire devra être préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications. Ce procès-verbal sera signé par le président du Conseil communal et le secrétaire intéressé. Une expédition en sera transmise à la Députation permanente.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

cas sera établie par application du multiplicateur 3 ou 2, dans le second cas, au contraire, le secrétaire jouira aussi longtemps qu'il reste en fonctions, du multiplicateur dont il avait bénéficié antérieurement.

wordt de verhooging in het eerste geval vastgesteld bij toepassing van den vermenigvuldiger 3 of 2; in het tweede geval geldt integendeel voor den secretaris, zoolang hij in bediening blijft, de vermenigvuldiger, die hem vroeger ten goede kwam.

» L'augmentation annuelle cessera d'être obligatoire lorsque le secrétaire comptera les années d'âge et de services requises pour obtenir sa mise à la pension et, en tous cas, dès qu'il aura atteint l'âge de 65 ans.

» L'augmentation annuelle pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au secrétaire qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

» Le secrétaire devra être préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications. Ce procès-verbal sera signé par le bourgmestre ou par celui qui a présidé en son remplacement le conseil communal et le secrétaire intéressé. Une expédition en sera transmise à la Députation permanente.

» De jaarlijksche verhooging is niet langer verplicht, wanneer de secretaris den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren heeft om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra hij den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

» De jaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den secretaris die zijn ambt niet op voldoende wijze zou vervullen.

» De secretaris moet vooraf gehoord worden door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt onderteekend door den burgemeester of door hem, die den gemeenteraad te zijner vervanging heeft voorgezeten, en door den betrokken secretaris. Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de Bestendige Deputatie.

Texte actuel de l'article 111
de la loi communale.

Le traitement du titulaire lui est payé au moins par trimestre et par quart; ce traitement prend cours le 1^{er} du mois qui suit l'entrée en fonctions; tout mois commencé est dû intégralement au secrétaire démissionnaire ou, en cas de décès, à ses ayants-droit.

Il sera réglé conformément aux dispositions ci-dessus à partir de l'année qui suivra celle de la mise en vigueur de la présente loi, d'après la population du dernier recensement décennal et en tenant compte du nombre d'années de service du titulaire. Il en sera de même lorsque, par suite de l'augmentation de population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie.

Dans tous les cas, les traitements actuels restent acquis et ne peuvent être réduits tant que le titulaire reste en fonctions.

Texte de la proposition de loi.

» Un recours au Roi est ouvert aux titulaires contre les décisions des Députations permanentes fixant le montant de leur traitement initial ou leur refusant une augmentation de traitement annuelle, soit facultative ou extraordinaire.

» Le traitement est payé aux titulaires par mois; il prend cours à dater du jour de l'entrée en fonctions. Tout mois commencé est dû intégralement au secrétaire démissionnaire ou révoqué et, en cas de décès, à ses ayants-droit.

» Les traitements seront révisés conformément aux dispositions ci-dessus à partir du 1^{er} janvier 1920, d'après la population constatée au dernier recensement décennal et en tenant compte du nombre d'années de service du titulaire. Il en sera de même, lorsque, par suite de l'augmentation de population accusée par un recensement subséquent, une commune passera dans une autre catégorie.

» Les traitements révisés serviront de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues à l'alinéa 3 ci-dessus.

» Les traitements actuels qui dépasseraient le montant fixé comme il est dit ci-dessus, restent acquis et ne peuvent être réduits tant que les titulaires restent en fonctions. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

A supprimer.

Te doen wegvallen.

Comme à la proposition.

Zooals in het voorstel.

Comme à la proposition.

Zooals in het voorstel.

Comme à la proposition.

Zooals in het voorstel.

Comme à la proposition.

Zooals in het voorstel.

ART. 1^{bis} (nouveau).

Si un secrétaire exerce ses fonctions dans deux ou plusieurs communes, son traitement minimum et les augmentations triennales de ce traitement seront identiques au traitement et aux augmentations des secrétaires de la

ART. 1^{bis} (nieuw).

Wanneer door een secretaris het secretarisambt wordt uitgeoefend in een of meer gemeenten, bedragen zijne minimum-wedde en driejaarlijksche weddeverhoogeningen evenveel als de wedde en de verhoogeningen toegekend aan de

Texte actuel de l'article 113
de la loi communale.

Texte de la proposition de loi.

ART. 2.

La loi du 31 octobre 1919 imposant aux communes l'obligation de payer à leurs agents une indemnité de vie chère, dont le taux trimestriel doit être fixé par la Députation permanente, cessera, en ce qui concerne les secrétaires communaux, de sortir ses effets à dater de l'application de l'article premier ci-dessus.

ART. 3.

Il est interdit aux secrétaires communaux de tenir des débits de boisson, même par personne interposée, à peine de suspension et, en cas de récidive, de révocation.

Il est interdit aux secrétaires communaux de tenir des débits de boissons, même par personne interposée, à peine de suspension et, en cas de récidive, de révocation. Le secrétaire intéressé sera préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications comme il est prescrit ci-dessus par l'article premier.

Quelle que soit la peine prononcée, la résolution du Conseil communal sera soumise à l'approbation de la Députation permanente. L'intéressé pourra se pourvoir auprès du Roi dans les quinze

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

catégorie des communes dont le chiffre de population est égal au chiffre total de population des diverses communes où ce secrétaire exerce ses fonctions.

De plus le montant du traitement minimum sera majoré de 5 % à titre d'indemnité spéciale.

La charge du traitement alloué au secrétaire, dans ce cas, sera supportée par chaque commune au prorata du nombre de ses habitants.

ART. 2.

Comme à la proposition.

secretarissen van de reeks der gemeenten waarvan het bevolkingscijfer gelijk is aan het gezamenlijk bevolkingscijfer van de verscheidene gemeenten, waar die secretaris zijn ambt vervult.

Bovendien wordt het bedrag van de minimum-wedde verhoogd met 5 t. h. als bijzondere vergoeding.

In dit geval komt de jaarwedde, aan den secretaris verleend, ten laste van elke gemeente naar evenredigheid van het getal harer inwoners.

ART. 2.

Zooals in het voorstel.

ART. 3.

Comme à la proposition.

ART. 3.

Zooals in het voorstel.

Texte actuel de l'article 112
de la loi communale.

En cas d'inaction du conseil communal, et après deux avertissements consécutifs, constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le gouverneur de la province, de l'avis conforme de la députation permanente, sauf, en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

Les secrétaires peuvent se pourvoir auprès du Roi contre les décisions du gouverneur les révoquant de leurs fonctions, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

Texte de la proposition de loi.

jours de la notification qui lui sera faite de la décision de la Députation permanente.

En cas d'inaction du Conseil communal et après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, la peine sera appliquée d'office par le gouverneur de la province, de l'avis conforme de la Députation permanente, sauf, en cas de désaccord avec celle-ci, recours au Roi.

Les secrétaires peuvent se pourvoir auprès du Roi contre les décisions du gouverneur les révoquant de leurs fonctions, dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite.

ART. 4.

Dans les communes de moins de 5,00 habitants l'État interviendra pour la moitié dans les traitements et augmentations annuelles.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 4.

A supprimer.

ART. 4.

Te doen wegvallen.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1920.

Wetsvoorstel betreffende de jaarwedden der gemeentesecretarissen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER PUSSENIER.

MIJNE HEEREN,

De heer Maenhaut en de leden, die met hem het onderhavige wetsvoorstel hebben onderteekend, stellen voor, den tekst van artikel 111 der gemeentewet, gewijzigd bij de wetten van 3 Juli 1894 en van 27 Februari 1911, te vervangen door eene reeks nieuwe bepalingen.

Zij vragen, namelijk, dat de minimum-wedde, aan de gemeentesecretarissen toe te kennen, worde verhoogd; dat op die wedde jaarlijks eene verhooging van 5 t. h. worde toegestaan; dat de Staat voor de helft bijdrage in de betaling van de wedde der secretarissen van de gemeenten beneden 5,000 inwoners; dat de gemeentesecretarissen zouden gerechtigd zijn om bij den Koning in beroep te komen van de beslissingen der Bestendige Deputatiën, die hunne goedkeuring onthouden aan de beraadslagingen der gemeenteraden, waardoor aan den secretaris een hoogere jaarwedde dan het wettelijk minimum wordt verleend.

Het wetsvoorstel, door de heeren Maenhaut e. s. ingediend, werd in al de Afdelingen aangenomen; het gaf echter aanleiding tot talrijke opmerkingen.

In den loop van de vergaderingen, welke uwe Middenafdeeling heeft besteed aan het onderzoek van het voorstel-Maenhaut, werden verscheidene beginsel-quaestien opgeworpen.

Deze quaestien dienen voorafgaandelijk te worden uiteengezet.

(1) Wetsvoorstel, n^o 131.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren VERACHTERT, DE BRUYCKEN, VAN CAENEKEN, SOUPLIT, HOMANS en PUSSENIER.

I

Algemeene behandeling van het wetsvoorstel.

1. *Verhooging van het bedrag der minimum-wedde.* — Het wettelijk minimum der jaarwedde werd vastgesteld door de wet van 3 Juli 1894.

Bepaald op 200 tot 500 frank voor de secretarissen van de gemeenten, wier bevolking minder dan 500 inwoners bedraagt, gaat het niet boven 3,500 frank voor de secretarissen van de gemeenten met meer dan 25,000 inwoners.

Voorzeker genieten de secretarissen van talrijke gemeenten eene hoogere jaarwedde dan het wettelijk minimum; duurtlebijslagen werden hun toegekend; doch meest al de gemeentesecretarissen trekken geene jaarwedde, welke met de huidige levensduurte overeenstemt, en dat feit dient des te meer in aanmerking te worden genomen daar het aan deze ambtenaren opgelegde werk aanzienlijk is toegenomen.

Op hare beurt maakt uwe Middenafdeeling tot de hare de woorden, welke Baron de Broqueville, Minister van Binnenlandsche Zaken, op 17 October in den Senaat uitsprak bij de stemming over de wet van 31 October 1919 inzake de duurtlebijslagen te verleenen aan de gemeentebedienden, toen hij zegde : « Het is klaar dat het meer dan tijd is, een loonrooster te herzien, die werd opgemaakt toen de levensvoorwaarden gansch anders waren dan die van heden ».

2. *Vaststelling van den nieuwen wedderooster door de wet.* — De heer Jaspar, Minister van Binnenlandsche Zaken, die aan uwe Middenafdeeling de bemerkingen overmaakte ingegeven door het onderzoek van het wetsvoorstel-Maenhaut, was van meening dat het beter ware geweest, voor de gemeentesecretarissen te handelen zooals werd gedaan door de wet van 1 Mei 1911 voor de gemeenteontvangers. Naar zijn oordeel, diende de rooster van de minima-wedden in elke provincie te worden vastgesteld door de Bestendige Deputatie, aangezien de door dit College aangenomen regeling toch aan de goedkeuring des Konings moet onderworpen worden.

De tusschenkomst van de Bestendige Deputatie moest aan de onderscheidene roosters de vereischte lenigheid geven om ze te kunnen aanpassen aan de oneindige verscheidenheid der plaatselijke toestanden; en de goedkeuring der provinciale wedderoosters door het Hoofdbestuur zou beletten dat de voor elke omschrijving bepaalde minima lager zouden zijn dan een algemeen minimum, voor de jaarwedden in het land aangenomen.

Het voorstel van den heer Jaspar werd door al de leden van uwe Middenafdeeling verworpen.

De Staat heeft er een rechtstreeksch belang bij, dat het ambt van gemeentesecretaris wordt toevertrouwd aan bekwame, ijverige en plichtvaardige ambtenaren. In de meeste gemeenten berust op den secretaris de zorg om de zaken, toevertrouwd aan de gemeentebesturen, snel en stipt af te handelen. Welnu, het is door de tusschenkomst van de gemeenten dat het Hoofdbestuur in bijna al de deelen van het land optreedt; en, zonder hieromtrent in bijzonderheden te treden, wat overigens onnoodig is daar het genoegzaam bekend is, dient men tevens te wijzen op het feit dat, in de jongste tijden, dit optreden van het Hoofdbestuur een aanzienlijken omvang heeft genomen.

De Staat heeft er dus belang bij, dat de jaarwedde, toegekend aan den gemeentesecretaris, de aanwerving mogelijk make van bekwame ambtenaren, wier bezoldiging bovendien in verhouding zij tot de belangrijkheid, de verscheidenheid en de menigvuldigheid der werkzaamheden, welke hunne bedrijvigheid in beslag nemen.

Een rechtstreeksch ingrijpen door de wetgevende macht is dus voor de gemeentesecretarissen gewettigd.

3. *Bijdrage van den Staat in de betaling van de jaarwedde der secretarissen.* — De heeren Maenhaut c. s. stelden voor, te beslissen (art. 4) dat de Staat de helft van de jaarwedden en van de jaarlijksche verhoogingen zou dragen in de gemeenten beneden 5,000 inwoners.

Vijf leden van uwe Middenafdeeling hebben dit artikel verworpen; één lid heeft zich bij de stemming onthouden.

De aanneming van het artikel was door de Regeering bestreden geworden.

De meerderheid van de leden uwer Middenafdeeling betwist niet, zooals de heer Maenhaut het doet opmerken, dat het voornaamste gedeelte van het werk, thans aan den gemeentesecretaris opgelegd, van algemeen belang is.

Doch die leden meenden, zooals het herhaaldelijk in het Parlement werd uiteengezet, dat men, door de Regeering te doen bijdragen in de bezoldiging der gemeentesecretarissen, deze ambtenaren zou aanstellen tot Staatsambtenaren en de zelfstandigheid der gemeente daardoor zou krenken; inderdaad, zoo de Regeering bijdraagt in de betaling der jaarwedden, dan zal zij gerechtigd zijn om medezeggenschap te eischen in de benoeming, de schorsing en de afzetting dier ambtenaren. De zelfstandigheid der gemeente is het meest kenmerkende beginsel van onze bestuursinrichting; zij is de hoofdzakelijke grondslag van de werking, welke de gemeentestellingen kunnen uitoefenen wanneer, zooals onder de bezetting, het land de benardste tijden beleeft. Men dient dus onaangetaast te handhaven het algemeen beginsel, dat namelijk door artikel 109 der gemeentewet is bevestigd, krachtens hetwelk de Gemeenteraad, na twee achtereenvolgende weigeringen van goedkeuring, den secretaris zelfs vrijelijk benoemt, mits zijne keuze niet valt op een van de twee candidaten, door de Bestendige Deputatie afgewezen.

Men moet zelf, doch pro memorie, er aan herinneren dat, mocht het beginsel, waarop de heer Maenhaut steunde om artikel 4 van zijn voorstel te wettigen, aangenomen worden, het logischerwijze aanleiding zou geven tot de bijdrage van den Staat in de betaling der jaarwedde van al de gemeentesecretarissen en van al de gemeentebeambten.

Uwe Middenafdeeling heeft niet vergeten dat zij te onderzoeken had of de lasten, welke het aannemen van het voorstel-Maenhaut zou opleggen aan de gemeenten, niet de inkomsten overschrijden, waarover deze beschikken.

Deze zaak wordt hierna behandeld.

4. *Beroep, bij den Koning, van de beslissingen der Bestendige Deputatiën.* — De heer Maenhaut (art. 1 § 9) stelt voor, te zeggen :

« De titularissen kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen der Bestendige Deputatiën, welke het bedrag hunner aanvangswedde vaststellen of hun eene niet verplichte of buitengewone jaarlijksche verhooging van wedde weigeren. »

Deze paragraaf werd door de leden onzer Middenafdeeling eenparig verworpen.

De Regeering had de aanneming er van bestraden.

De vraag was niet nieuw.

Het beginsel van het beroep werd niet aangenomen bij de stemming over de wet van 3 Juli 1894 (Verslag van de Middenafdeeling, Kamer, zittingsjaar 1893-1894, stukken, bl. 149, 1^o kol.) De praktische onmogelijkheid het in te richten werd in 't licht gesteld voor den heer Berryer, Minister van Binnenlandsche Zaken, in antwoord op eene interpellatie, in den Senaat, van den heer Dufrane-Friart.

De redenen, die de beslissing van de Middenafdeeling verklaren, dienen nader te worden omschreven.

Het spreekt vanzelf dat den gemeenteraad altijd had en altijd zal hebben, het onbetwistbaar recht, aan zijn gemeentesecretaris eene hoogere aanvangswedde toe te kennen dan de wettelijke minimum-wedde; de tekst die van kracht is, degene die u wordt voorgesteld laat te dien aanzien geen twijfel bestaan : er werd inderdaad bepaald en er zal bepaald worden dat de Raad de jaarwedde *vaststelt*, doch dat het minimum van deze wedde is . . . Niets belet ook dat er verhoogingen worden toegestaan, welke het bedrag der verplichte periodieke verhoogingen overschrijden.

Eene weigering, door de Bestendige Deputatie, hare goedkeuring te hechten aan eene jaarwedde boven het wettelijk minimum, is enkel te rechtvaardigen in de gevallen, waar dit college, bij de uitoefening van zijn recht van contrôle over de handelingen van het gemeentebestuur, door de wet aan zijne goedkeuring onderworpen, oordeelt dat geen enkele reden de getroffen beslissing wettigt of dat deze beslissing op ernstige wijze de gemeentekas bezwaart.

Welnu, het is niet gebleken dat het noodzakelijk is, het recht van beroep door de wet te doen erkennen om de belangen van de gemeentesecretarissen te waarborgen.

Dit vraagstuk moet echter grondiger onderzocht worden.

Gesteld zelfs dat het recht van beroep worde ingevoerd, moet men aannemen dat het bijna altijd niets beduiden zal. De heer De Reu heeft het bewezen in het verslag dat hij indiende namens de Middenafdeeling, die de wet van 1894 onderzocht.

Zooals de heer De Reu het zegde, is de Bestendige Deputatie als aangewezen « om hieromtrent uitspraak te doen; er moet niet beslist worden over rechts- » vragen of over beginselvraagstukken; alleen feitelijke zaken dienen onder- » zocht te worden, alleen de plaatselijke omstandigheden, welke de Bestendige » Deputatie, beter dan het Hoofdbestuur, werkelijk en praktisch kent, dienen » te worden getoetst ».

Anderzijds zal het Hoofdbestuur geene andere gegevens tot beoordeeling hebben dan die, waarop de Bestendige Deputatie hare uitspraak zal hebben gegrondvest; elk nieuw onderzoek, dat door het Hoofdbestuur ter plaatse mocht worden ingesteld, zal bijna nooit voldoende gegevens opleveren om de eerste beslissing te verbreken.

II.

Onderzoek der artikelen van het voorstel-Maenhaut.

Zoo de Kamer de bepalingen, door de Middenafdeeling aangenomen, op hare beurt goedkeurt, verminderen zij het getal wijzigingen die dienen gebracht te worden in den bestaanden tekst van artikel 111 der gemeentewet.

Vaststelling van de minimum-wedde. — §§ 1 TOT 3 VAN ARTIKEL 1. — Deze alinea's moeten de alinea's 1 tot 6 van den bestaanden tekst van artikel 144 der gemeentewet vervangen.

Verscheidene vraagstukken moeten hier onderzocht worden.

Vooreerst, de vaststelling van het eigenlijk gezegd minimum. Het voorstel-Maenhaut vermenigvuldigt door verschillende coëfficiënten het hoogste minimum, dat thans is bepaald in artikel 144. De keuze van deze verschillende coëfficiënten is niet gewettigd. Bovendien komt in het voorstel, dat u werd voorgelegd, de volgende tegenstrijdigheid voor : al de verhoogingen van de minimum-wedde voor de secretarissen der verschillende reeksen van gemeenten waarvan het bevolkingscijfer verschilt tusschen 2,001 en 8,000 inwoners, bedragen 1,000 frank; de verhooging is slechts 500 frank voor de secretarissen der twee reeksen van gemeenten met 8,001 tot 15,000 inwoners. De verhooging is weer 1,000 frank voor de secretarissen der twee reeksen van gemeenten met eene bevolking van meer dan 15,001 inwoners. Er is dus geen geregelde verhouding tusschen de verhooging van het minimum en de belangrijkheid van het bevolkingscijfer.

Een lid der Middenafdeeling heeft het middel gezocht om deze tegenstrijdheden te doen verdwijnen. Hij heeft eene mathematische rekenformule voorgesteld.

Een volstrekt minimum van 1,000 frank zou aan elken gemeentesecretaris gewaarborgd zijn. Bij dit minimum, dat eventueel zou kunnen beschouwd worden als veranderlijk gedeelte, zou gevoegd worden een gedeelte, dat vast is voor eene gegeven gemeente, doch verschillen zou volgens het cijfer der bevolking.

De klimmende lijn van de verhooging, evenredig aan de bevolking, zou, anderzijds, in omgekeerde verhouding staan tot het cijfer der bevolking, zoodanig dat deze verhooging snel zou gaan voor de kleine gemeenten en bijna niet merkbaar zou zijn voor de groote gemeenten. In geen geval zou het vast gedeelte van de aanvangswedde 10,000 frank kunnen bereiken. Het coëfficiënt van de klimming, dat het voorstel-Maenhaut benadert, is mathematisch vastgesteld door fr. 0.50.

De formule is dus :

$$W \text{ (wedde)} = 1000 + \frac{B \text{ (bevolking)}}{0.50 + \frac{B \text{ (bevolking)}}{10,000}}$$

Door het opnemen van bovenstaande formule in de wet zou men de indeeling der gemeenten in reeksen kunnen afschaffen; en het verschil in de minimum-wedde van de secretarissen der gemeenten, waarvan de bevolking slechts met enkele eenheden verschilt, zou niet honderden frank bedragen.

Maar dit opnemen levert eveneens het bezwaar op, over 't algemeen niet begrepen te worden door den belastingschuldige, die niet onmiddellijk zal kunnen nagaan welke offers de jaarwedde van den secretaris zijner gemeente hem oplegt.

Uwe Middenafdeeling heeft daarom niet aangenomen dat de voorgestelde

formule in den tekst der wet worde opgenomen. Wat betreft de indeeling der gemeenten in reeksen zooals die is vastgesteld door den bestaanden tekst van artikel 111, indeeling welke de belanghebbenden niet beknibbelen, de Middenafdeeling stelt enkel voor elke reeks de minima-wedde vast, welke meer in overeenstemming zijn met elkaar.

Bij het aannemen van den rooster, welken de heer Maenhaut voorstelt, bepaalt zij er zich bij, de tegenstrijdigheden weg te nemen door de minima-wedden vanaf de 11^e reeks te verhoogen met een gelijke som.

Door de volgende tabel kan men zich rekenschap geven van de verhoogingen, door de Middenafdeeling voorgesteld, en van de tegenstrijdigheden welke in het stelsel-Maenhaut voorkomen :

Reeksen gemeenten.	Reidig minimum van jaarwedde.	Minimum door de heer Maenhaut voorgesteld.	Minimum door de Middenafdeeling voorgesteld.
	Frank.	Frank.	Frank.
1 ^o Minder dan . . . 300 inwoners.	200 tot 300	1,500	1,500
2 ^o Van 301 tot 500 id.	300 tot 400	2,000	2,000
3 ^o Van 501 tot 1,000 id.	400 tot 500	2,500	2,500
4 ^o Van 1,001 tot 1,500 id.	500 tot 600	3,000	3,000
5 ^o Van 1,501 tot 2,000 id.	600 tot 800	3,500	3,500
6 ^o Van 2,001 tot 2,500 id.	800 tot 1,000	4,000	4,000
7 ^o Van 2,501 tot 3,000 id.	1,000 tot 1,200	5,000	5,000
8 ^o Van 3,001 tot 4,000 id.	1,200 tot 1,400	6,000	6,000
9 ^o Van 4,001 tot 5,000 id.	1,400 tot 1,600	7,000	7,000
10 ^o Van 5,001 tot 6,000 id.	1,600 tot 1,800	8,000	8,000
11 ^o Van 6,001 tot 8,000 id.	1,800 tot 2,000	9,000	8,500
12 ^o Van 8,001 tot 10,000 id.	2,000 tot 2,200	9,500	9,000
13 ^o Van 10,001 tot 15,000 id.	2,200 tot 2,500	10,000	9,500
14 ^o Van 15,001 tot 25,000 id.	2,500 tot 3,500	11,000	10,000
15 ^o Van 25,001 inwoners en daarboven.	3,500	12,000	10,500

De cijfers, door de Middenafdeeling voorgesteld, behouden dus een tamelijk gewichtig minimum van jaarwedde voor den secretaris van de kleine gemeenten, waar deze ambtenaar over 't algemeen alleen den last van het bestuurswerk draagt; de jaarwedden van de secretarissen der gemeenten, waar zij doorgaans niet alleen staan voor hunne taak, worden verminderd.

De voorgestelde minima zijn niet overdreven, als men in aanmerking neemt dat voortaan de secretaris kan te werken hebben op al de werkdagen van het jaar.

Uwe Middenafdeeling onderzoekt of diezelfde minima niet een te zware last zijn voor de gemeentefinanciën. Het kan niet betwist worden dat, in de kleine gemeenten, de begrooting ernstig zal bezwaard zijn, te meer daar het niet kan betwijfeld worden dat de jaarwedden der veldwachters zal verhoogd worden. Doch anderzijds moet men, door het verleenen van behoorlijke jaarwedden, de werking van 's lands bestuur verzekeren; men dient niet te vergeten dat de aanneming van de jongste belastingwetten ongetwijfeld de gemeentelinkkomsten zal vergrooten; dat het gelijktijdig uitoefenen van het secretarisambt in verscheidene gemeenten kan toegestaan worden en, eindelijk, dat voortaan

bezuinigingen zullen kunnen gemaakt worden op de wedden der nieuwe gemeenteontvangers, aangezien hunne taak met den dag vermindert.

Bij het algemeen onderzoek van de eerste alinea's van het onderhavige voorstel kwam de vraag te berde, of het dubbel minimum, in den huidige tekst van artikel 144 voorzien, dient te worden behouden en of de gemeenten, wier bevolking beneden 1,000 inwoners is, doch wier geldelijke toestand buitengewoon onzeker zou zijn, gerechtigd blijven om een lagere jaarwedde dan het wettelijk minimum toe te staan.

Het behoud van een dubbel minimum is niet gewettigd.

De mogelijke verlaging van het bepaalde minimum kan slechts de ernstige aanwerving van de ambtenaren der kleine gemeenten verhinderen.

Periodieke verhoogingen. — **ALINEA 3 VAN ARTIKEL 1.** — De heeren Maenhaut c. s. stellen voor, de verplichte verhoogingen elk jaar toe te kennen en het beloop er van op 3 en op 3 t. h. te bepalen.

De betrokken secretarissen zijn van oordeel dat driejaarlijksche verhoogingen volstaan, doch zij vragen dat het bedrag daarvan op 3, 4 en 3 t. h. van de aanvangswedde worde bepaald volgens de reeks der gemeenten, waar zij hun ambt uitoefenen.

Uwe Middenafdeeling neemt de driejaarlijksche verhoging aan.

Zij stelt u voor, het bedrag der verhoging te bepalen op 4 t. h. voor de secretarissen der gemeenten van de eerste vijf reeksen, op 3 t. h. voor de gemeenten der reeksen 6 tot 8, op 2 t. h. voor de gemeenten der reeksen 9 tot 15.

Uwe Middenafdeeling wilde de overdreven minima-wedden, voortvloeiende uit de toepassing van het voorstel-Maenhaut, niet aannemen.

Zij heeft daarom den tekst, door den heer Maenhaut voorgesteld, opnieuw gewijzigd.

In de volgende tabel wordt aangegeven tot welke gevolgen het aannemen van de voorstellen der Middenafdeeling zou aanleiding geven.

Reeksen gemeenten.		Aanvangswedde volgens het voorstel der Middenafdeeling.	Bedrag der driejaarlijksche verhoging.	Jaarwedde bij het 10 ^{de} jaar.	Jaarwedde bij het 31 ^{ste} jaar.
		Frank.	Frank.	Frank.	Frank.
1 ^o	Minder dan 300 inwoners.	1,500	4 %	1,680	2,220
2 ^o	Van 301 tot 500 id.	2,000		2,240	2,960
3 ^o	Van 501 tot 1,000 id.	2,500		2,800	3,700
4 ^o	Van 1,001 tot 1,500 id.	3,000		3,360	4,440
5 ^o	Van 1,501 tot 2,000 id.	3,500		3,920	5,180
6 ^o	Van 2,001 tot 2,500 id.	4,000	3 %	4,360	5,440
7 ^o	Van 2,501 tot 3,000 id.	5,000		5,450	6,800
8 ^o	Van 3,001 tot 4,000 id.	6,000		6,540	8,160
9 ^o	Van 4,001 tot 5,000 id.	7,000		7,420	8,680
10 ^o	Van 5,001 tot 6,000 id.	8,000		8,480	9,920
11 ^o	Van 6,001 tot 8,000 id.	8,500	2 %	9,010	10,540
12 ^o	Van 8,001 tot 10,000 id.	9,000		9,540	11,160
13 ^o	Van 10,001 tot 15,000 id.	9,500		10,070	11,780
14 ^o	Van 15,001 tot 25,000 id.	10,000		10,600	12,400
15 ^o	Van 25,001 inwoners en daarboven	10,500		11,130	13,028

Wijziging in de rangschikking van de gemeenten. — ALINEA 4 VAN ARTIKEL 1. — De tekst, door den heer Maenhaut voorgesteld, werd gewijzigd wegens de verhooging van het aantal vermenigvuldigingscoëfficiënten.

Weigering van eene wettelijke verhooging. — ALINEA'S 5-7 VAN ARTIKEL 1. — Aan den thans van kracht zijnden tekst voegt de heer Maenhaut toe dat, wanneer de gemeenteraad er toe gebracht is eene driejaarlijksche weddeverhoging aan den secretaris te weigeren, deze vooraf door den raad moet worden gehoord.

Vooralsnu volstaat het dat de belanghebbende gehoord worde door het college van burgemeester en schepenen, hetwelk aan den gemeenteraad kennis geeft van de opmerkingen, door den belanghebbende voorgebracht.

De door den heer Maenhaut voorgestelde wijziging in den bestaanden tekst is gewettigd : nuttig is het, dat de Gemeenteraad geen uitspraak doet alleen naar voorgelegde stukken.

De heer Maenhaut stelde voor, te beslissen dat het proces-verbaal van de uitleggingen, door den secretaris verstrekt, zou ondertekend worden door den voorzitter van den Gemeenteraad. Uwe Middenafdeeling stelt hier eene wijziging voor, waardoor de tekst van het artikel meer in overeenstemming met dien van artikel 63 der gemeentewet wordt gebracht.

Recht van beroep. — ALINEA 8 VAN ARTIKEL 1. — Uwe Middenafdeeling stelt voor, dit lid te doen wegvallen om de hooger aangehaalde redenen.

ALINEA'S 9-12 VAN ARTIKEL 1. — Deze alinea's dienen niet te worden verklaard ; daarin zijn reeds bestaande bepalingen opgenomen.

Wedde der secretarissen die hun ambt in de verscheidene gemeenten uitoefenen. — ARTIKEL 1^{bis} (nieuw). — Onder het beheer der wet van 1894 moest dit geval niet worden voorzien. De wettelijke minimum-wedde in elke gemeente was niet aanzienlijk genoeg opdat de secretaris, die het secretarisambt in verscheidene gemeenten zou uitoefenen, zich inkomsten kon verschaffen, welke de wedde zouden overschrijden van ambtenaren die met een even aanzienlijk werk zijn belast.

Dit zou echter heden ten dage niet meer het geval zijn ten gevolge van de verhooging van den rooster. Het vraagstuk van het gelijktijdig uitoefenen van het secretarisambt in verscheidene gemeenten is gewichtig. Thans meer dan vroeger zullen de kleine gemeenten er belang bij hebben, een enkelen en zelfden secretaris aan te stellen of een secretaris te benoemen, die zijn ambt uitoefent in eene meer aanzienlijke gemeente.

Doch, rekening houdend met het feit dat de secretaris van verscheidene gemeenten sommige geldelijke voordeelen moet genieten, stelt uwe Middenafdeeling het volgende voor :

« Wanneer door een secretaris het secretarisambt wordt uitgeoefend in een » of meer gemeenten, bedragen zijne minimum-wedde en driejaarlijksche » weddeverhogingen evenveel als de wedde en de verhogingen toegekend » aan de secretarissen van de reeks der gemeenten waarvan het bevolkings-

» cijfer gelijk is aan het gezamenlijk bevolkingscijfer van de verscheiden^e
» gemeenten, waar de secretaris zijn ambt vervult.

» Bovendien wordt het bedrag van de minimum-wedde verhoogd met 5 l. h.
» als bijzondere vergoeding.

» In dit geval komt de jaarwedde, aan den secretaris verleend, ten laste van
» elke gemeente naar evenredigheid van het getal harer inwoners ».

Het schijnt niet noodig te zijn, het gelijktijdig uitoefenen van het secretarisambt in verscheidene gemeenten verder te regelen en het getal gemeenten, waar één secretaris zijn ambt mag vervullen, te beperken.

Geen misbruik hoegenaamd werd aangeklaagd. Elke cijferbepaling zou willekeurig zijn. Beperkt men het getal gemeenten waar dit gelijktijdig uitoefenen toegelaten wordt, moet dan ook geen rekening worden gehouden met het bevolkingscijfer dezer gemeenten? Verkieslijk is het, geen grenzen te stellen aan het recht der Bestendige Deputatiën die, krachtens artikel 109 der gemeentewet, hunne goedkeuring mogen onthouden, wanneer dit gelijktijdig uitoefenen zou gevaarlijk zijn.

Afschaffing van den duurtebijslag. — ARTIKEL 2 VAN HET VOORSTEL. — Deze afschaffing volgt logischerwijze uit de verhooging van den wedderooster.

ARTIKEL 3 VAN HET VOORSTEL. — De heer Maenhaut stelt voor, den bestaanden tekst van de slotalinea van artikel 111, zooals die door de wet van 27 Februari 1911 werd vastgesteld, aan te vullen door bepalingen, krachtens welke de secretaris, die zich schuldig zou hebben gemaakt aan het houden van eene drankslijterij, het recht verkrijgt om zijne verdediging voor te brengen alvorens hij wordt gestraft, alsmede om in beroep te komen, zelfs tot bij den Koning, van elke beslissing waardoor hem eene straf wordt opgelegd wegens het drijven van een verboden handel.

ARTIKEL 4 VAN HET VOORSTEL. — De intrekking daarvan werd hierboven gebillijkt.

Met eenparige stemmen heeft uwe Middenafdeeling de eer u voor te stellen, het voorgelegd wetsvoorstel aan te nemen met de door haar daarin gebrachte wijzigingen.

De Verslaggever,
LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,
A. MECHÉLYNCK.

(10)

TEKST VAN ARTIKEL III DER GEMEENTEWET

EN

TEKST VAN HET WETSVOORSTEL

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE

TEKST DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD

**Tekst van artikel 111
der gemeentewet.**

De jaarwedde van den secretaris wordt door den gemeenteraad vastgesteld, onder de goedkeuring der bestendige deputatie van den provincieraad.

De minimum-jaarwedde is vastgesteld als volgt :

1 ^o Gemeenten van min dan 300 inwoners.	200 tot 300 fr.
2 ^o Gemeenten van 301 tot 500 inwoners.	300 tot 400 »
3 ^o Gemeenten van 501 tot 1,000 inwoners.	400 tot 500 »
4 ^o Gemeenten van 1,001 tot 1,500 inwoners.	500 tot 600 »
5 ^o Gemeenten van 1,501 tot 2,000 inwoners.	600 tot 800 »
6 ^o Gemeenten van 2,001 tot 2,500 inwoners.	800 tot 1,000 »
7 ^o Gemeenten van 2,501 tot 3,000 inwoners.	1,000 tot 1,200 »
8 ^o Gemeenten van 3,001 tot 4,000 inwoners.	1,200 tot 1,400 »
9 ^o Gemeenten van 4,001 tot 5,000 inwoners.	1,400 tot 1,600 »
10 ^o Gemeenten van 5,001 tot 6,000 inwoners.	1,600 tot 1,800 »

Tekst van het wetsvoorstel.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 111 der gemeentewet van 30 Maart 1836, gewijzigd door de wetten van 3 Juli 1894 en van 27 Februari 1911, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De jaarwedde van den secretaris wordt door den gemeenteraad vastgesteld, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

» De minimum-jaarwedde wordt vastgesteld als volgt :

1 ^o Gemeenten beneden 300 inwoners	fr. 1,500
2 ^o Gemeenten van 301 tot 500 inwoners	2,000
3 ^o Gemeenten van 501 tot 1,000 inwoners	2,500
4 ^o Gemeenten van 1,001 tot 1,500 inwoners	3,000
5 ^o Gemeenten van 1,501 tot 2,000 inwoners	3,500
6 ^o Gemeenten van 2,001 tot 2,500 inwoners	4,000
7 ^o Gemeenten van 2,501 tot 3,000 inwoners	5,000
8 ^o Gemeenten van 3,001 tot 4,000 inwoners	6,000
9 ^o Gemeenten van 4,001 tot 5,000 inwoners	7,000
10 ^o Gemeenten van 5,001 tot 6,000 inwoners	8,000

**Texte proposé par la Section
centrale.**

ARTICLE PREMIER.

L'article 111 de la loi communale du 30 mars 1836, modifiée par les lois du 3 juillet 1894 et du 27 février 1911, est remplacée par les dispositions suivantes :

« Le traitement du secrétaire est fixé par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial.

» Le traitement minimum est fixé comme suit :

1° Communes de moins de 300 habitants	fr. 1,500
2° Communes de 301 à 500 habitants	2,000
3° Communes de 501 à 1,000 habitants	2,500
4° Communes de 1,001 à 1,500 habitants	3,000
5° Communes de 1,501 à 2,000 habitants	3,500
6° Communes de 2,001 à 2,500 habitants	4,000
7° Communes de 2,501 à 3,000 habitants	5,000
8° Communes de 3,001 à 4,000 habitants	6,000
9° Communes de 4,001 à 5,000 habitants	7,000
10° Communes de 5,001 à 6,000 habitants	8,000

**Tekst door de Middenafdeeling
voorgesteld.**

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 111 der gemeentewet van 30 Maart 1836, gewijzigd door de wetten van 3 Juli 1894 en van 27 Februari 1911, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De jaarwedde van den secretaris wordt door den gemeenteraad vastgesteld, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

» De minimum-jaarwedde wordt vastgesteld als volgt :

1° Gemeenten beneden 300 inwoners	fr. 1,500
2° Gemeenten van 301 tot 500 inwoners	2,000
3° Gemeenten van 501 tot 1,000 inwoners	2,500
4° Gemeenten van 1,001 tot 1,500 inwoners	3,000
5° Gemeenten van 1,501 tot 2,000 inwoners	3,500
6° Gemeenten van 2,001 tot 2,500 inwoners	4,000
7° Gemeenten van 2,501 tot 3,000 inwoners	5,000
8° Gemeenten van 3,001 tot 4,000 inwoners	6,000
9° Gemeenten van 4,001 tot 5,000 inwoners	7,000
10° Gemeenten van 5,001 tot 6,000 inwoners	8,000

Tekst van het wetsvoorstel.

Tekst van artikel 111 der gemeentewet.

11° Gemeenten van 6,001 tot 8,000 inwoners. 1,800 tot 2,000 fr.	11° Gemeenten van 6,001 tot 8,000 inwoners . . fr. 9,000
12° Gemeenten van 8,001 tot 10,000 inwoners. 2,000 tot 2,200 »	12° Gemeenten van 8,001 tot 10,000 inwoners . . . 9,500
13° Gemeenten van 10,001 tot 15,000 inwoners. 2,200 tot 2,500 »	13° Gemeenten van 10,001 tot 15,000 inwoners . . . 10,000
14° Gemeenten van 15,001 tot 25,000 inwoners. 2,500 tot 3,500 »	14° Gemeenten van 15,001 tot 25,000 inwoners . . . 11,000
	15° Gemeenten van 25,001 inwoners en daarboven . . 12,000

Voor elk dezer reeksen zal de bestendige deputatie, binnen de aangeduide palen, het minimum van jaarwedde vaststellen voor elke gemeente, de gemeenteraad gehoord.

Nochtans, wat de gemeenten der drie eerste reeksen aangaat, zal het beloop van dit tarief mogen verminderd worden door den gemeenteraad, onder goedkeuring der bestendige deputatie van den provincieraad, in geval de geldelijke toestand der gemeente buitengewoon onzeker zou wezen.

In de gemeenten van meer dan 25,000 inwoners, zal de jaarwedde van den gemeentesecretaris ten minste 3,500 frank bedragen.

Om de vijf jaren, heeft de secretaris recht op eene verhooging van jaarwedde bepaald op 10 t. h. in de gemeenten van de reeksen 1 tot 11 en op 7 t. h. in de gemeenten van de overige reeksen.

Wanneer, ten gevolge van toeneming of afneming van bevolking, blijkende uit eene tienjaarlijksche volkstelling, eene gemeente van de reeksen 1 tot 11 overgaat naar eene klasse hooger dan de elfde of wanneer eene gemeente van de reeksen 12 en daarboven overgaat naar

» Elk jaar heeft de secretaris recht op eene verhooging zijner aanvangswedde, bepaald op 5 t. h. in de gemeenten van de reeksen 1 tot 11 en op 3 t. h. in de gemeenten van de overige reeksen.

» Wanneer, ten gevolge van toeneming of afneming der bevolking, blijkende uit eene tienjaarlijksche volkstelling, eene gemeente van de reeksen 1 tot 11 overgaat naar eene klasse hooger dan de elfde of eene gemeente van de reeksen 12 en daarboven overgaat naar

Texte proposé par la Section centrale.	Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.
11° Communes de 6,001 à 8,000 habitants . . . fr. 8,500	11° Gemeenten van 6,001 tot 8,000 inwoners . . . fr. 8,500
12° Communes de 8,001 à 10,000 habitants 9,000	12° Gemeenten van 8,001 tot 10,000 inwoners 9,000
13° Communes de 10,001 à 15,000 habitants 9,500	13° Gemeenten van 10,001 tot 15,000 inwoners 9,500
14° Communes de 15,001 à 25,000 habitants 10,000	14° Gemeenten van 15,001 tot 25,000 inwoners 10,000
15° Communes de 25,001 habitants et au delà 10,500	15° Gemeenten van 25,001 inwoners en daarboven. . . . 10,500

» Tous les trois ans, le secrétaire a droit à une augmentation de son traitement initial fixée à 4 % dans les communes des catégories 1 à 5, à 3 % dans les communes des catégories 6 à 8 et à 2 % dans les communes des autres catégories.

Lorsqu'une commune par suite de l'augmentation ou de la diminution de la population constatée par un recensement décennal passe dans une catégorie où il est fait usage d'un autre coefficient pour le calcul des augmentations triennales, l'augmentation dans le premier

» Om de drie jaren heeft de secretaris recht op eene verhooging zijner aanvangswedde, bepaald op 4 t. h. in de gemeenten van de reeksen 1 tot 5, op 3 t. h. in de gemeenten van de reeksen 6 tot 8 en op 2 t. h. in de gemeenten van de overige reeksen.

» Wanneer, ten gevolge van de toename of afneming der bevolking, blijvende uit eene tienjaarlijksche volkstelling, eene gemeente overgaat naar eene reeks waar een ander vermenigvuldiger gebruikt wordt om de driejaarlijksche verhoogingen te berekenen, dan

Tekst van artikel 113 der gemeentewet.

eene klasse lager dan de twaalfde, wordt, in het eerste geval, de vijfjarige verhooging dadelijk verminderd tot op 7 t. h. en blijft zij, in het tweede geval, op dit bedrag vastgesteld zoolang de secretaris, wien zij ten goede kwam, zijn ambt bekleedt.

Elke van deze verhoogingen wordt berekend naar de jaarwedde welke de secretaris genoot op 31 December 1909, indien het betreft een ambtenaar, op dat oogenblik in functie, of naar de jaarwedde hem verleend bij zijne benoeming, indien het een na dien datum benoemden ambtenaar betreft; echter, wanneer in eene gemeente van de eerste drie reeksen die jaarwedde niet bereikt het laagste cijfer van den loonstandaard bepaald voor de klasse waartoe de gemeente behoort den dag waarop het recht op de verhooging ingaat, geschiedt de berekening volgens dit cijfer.

De verhooging is niet langer verplicht, wanneer de secretaris de jaren van leeftijd en van diensten telt, vereischt om zijne pensionneering te bekomen en, in elk geval, zoodra hij den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

Nochtans zal, onder goedkeuring der bestendige deputatie, deze verhooging door den gemeenteraad kunnen geweigerd worden aan den secretaris, die zijn ambt niet op voldoende wijze zou vervullen.

Tekst van het wetsvoorstel.

eene klasse lager dan de twaalfde, wordt, in het eerste geval, de jaarlijksche verhooging verminderd tot op 3 t. h. en blijft zij, in het tweede geval, op dit bedrag vastgesteld zoolang de secretaris, wien zij ten goede kwam, zijn ambt bekleedt.

» De jaarlijksche verhooging is niet langer verplicht, wanneer de secretaris den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren heeft om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra hij den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

» De jaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den secretaris die zijn ambt niet op voldoende wijze zou vervullen.

» De secretaris moet vooraf gechoord worden door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt door den voorzitter van den gemeenteraad en door den betrokken secretaris onderteekend. Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de Bestendige Deputatie.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

cas sera établie par application du multiplicateur 3 ou 2, dans le second cas, au contraire, le secrétaire jouira aussi longtemps qu'il reste en fonctions; du multiplicateur dont il avait bénéficié antérieurement.

wordt de verhooging in het eerste geval vastgesteld bij toepassing van den vermenigvuldiger 3 of 2; in het tweede geval geldt integendeel voor den secretaris, zoolang hij in bediening blijft, de vermenigvuldiger, die hem vroeger ten goede kwam.

» L'augmentation annuelle cessera d'être obligatoire lorsque le secrétaire comptera les années d'âge et de services requises pour obtenir sa mise à la pension et, en tous cas, dès qu'il aura atteint l'âge de 65 ans.

» L'augmentation annuelle pourra être refusée par le Conseil communal, sous l'approbation de la Députation permanente, au secrétaire qui ne remplirait pas ses fonctions d'une manière satisfaisante.

» Le secrétaire devra être préalablement entendu par le Conseil communal et il sera dressé procès-verbal de ses explications. Ce procès-verbal sera signé par le bourgmestre ou par celui qui a présidé en son remplacement le conseil communal et le secrétaire intéressé. Une expédition en sera transmise à la Députation permanente.

» De jaarlijksche verhooging is niet langer verplicht, wanneer de secretaris den vereischten leeftijd en de vereischte dienstjaren heeft om op pensioen gesteld te worden en, in elk geval, zoodra hij den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

» De jaarlijksche verhooging kan, mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie, door den gemeenteraad geweigerd worden aan den secretaris die zijn ambt niet op voldoende wijze zou vervullen.

» De secretaris moet vooraf gehoord worden door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt onderteekend door den burgemeester of door hem, die den gemeenteraad te zijner vervanging heeft voorgezeten, en door den betrokken secretaris. Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de Bestendige Deputatie.

Tekst van artikel 111 der gemeentewet.

» De jaarwedde van den titularis wordt hem ten minste per trimester en per vierde betaald; deze jaarwedde loopt van den eersten der maand, volgende op het in-bediening treden; elke begonnen maand is geheel verschuldigd aan den secretaris-ontslaggever, of, in geval van overlijden, aan zijn rechtbehebbers. Zij zal worden geregeld, overeenkomstig de bepalingen hierboven, te rekenen van het jaar, dat volgen zal op hetgene der in-kracht-treding der tegenwoordige wet, volgens de bevolking der laatste tien-jaarlijksche volkstelling en daarbij rekening houdende van het getal dienstjaren van den titularis. Het zal ook zoo geschieden wanneer, ten gevolge der vermeerdering van bevolking, blijkende uit eene latere volkstelling, eene gemeente in eene andere reeks zal overgaan.

» In alle geval blijven de huidige jaarwedden verworven en mogen niet worden verminderd zoolang de titularis in bediening blijft.

Tekst van het wetsvoorstel.

» De titularissen kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen der Bestendige Deputatiën, welke het bedrag hunner aanvangswedde vaststellen of hun eene niet verplichte of buitengewone jaarlijksche verhooging van wedde weigeren.

» De jaarwedde van de titularissen wordt hun per maand betaald; deze jaarwedde loopt vanaf den dag, waarop zij in bediening treden. Elke begonnen maand is geheel verschuldigd aan den ontslagnemenden of afgezetten secretaris en, in geval van overlijden, aan zijne rechtbehebbers.

» De jaarwedden worden, overeenkomstig bovenstaande bepalingen, herzien te rekenen van 1 Januari 1920, volgens de bevolking bij de jongste tien-jaarlijksche volkstelling en met inachtneming van het getal dienstjaren van den titularis. Evenzoo, wanneer, ten gevolge van de toeneming der bevolking, blijkende uit eene latere volkstelling, eene gemeente naar eene andere reeks zal overgaan.

» De herziene jaarwedden worden tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de verhoogingen, voorzien bij bovenstaand lid 3, te berekenen.

» De huidige jaarwedden, welke het hierboven vastgestelde bedrag mochten overschrijden, blijven verworven en mogen niet worden verminderd zoolang de titularissen in bediening blijven. »

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

A supprimer.

Te doen wegvallen.

Comme à la proposition.

Zooals in het voorstel.

Comme à la proposition.

Zooals in het voorstel.

Comme à la proposition.

Zooals in het voorstel.

Comme à la proposition.

Zooals in het voorstel.

ART. 1^{bis} (nouveau).

ART. 1^{bis} (nieuw).

Si un secrétaire exerce ses fonctions dans deux ou plusieurs communes, son traitement minimum et les augmentations triennales de ce traitement seront identiques au traitement et aux augmentations des secrétaires de la

Wanneer door een secretaris het secretarissambt wordt uitgeoefend in een of meer gemeenten, bedragen zijne minimum-wedde en driejaarlijksche weddeverhoogen evenveel als de wedde en de verhoogen toegekend aan de

Tekst van artikel 111 der gemeentewet.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 2.

De wet van 31 October 1919, krachtens welke de gemeenten verplicht zijn aan hunne beambten een duurtebijslag te betalen, waarvan het driemaandelijksch bedrag door de Bestendige Deputatie moet worden vastgesteld, houdt op, wat de gemeentesecretarissen betreft, van kracht te zijn vanaf den dag waarop bovenstaand eerste artikel wordt toegepast.

ART. 3.

Het is den gemeentesecretarissen verboden, drankslijterijen te houden, zelfs door een tussenpersoon, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting.

Het is aan de gemeentesecretarissen verboden, drankslijterijen te houden, zelfs door een tussenpersoon, op straffe van schorsing en, bij herhaling, van afzetting. De betrokken secretaris moet vooraf worden gehoord door den gemeenteraad en van zijne verklaringen wordt proces-verbaal opgemaakt, zooals door bovenstaand eerste artikel wordt voorgeschreven.

Welke ook de gewezen straf zij, moet de beslissing van den gemeenteraad aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie onderworpen worden. De

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

catégorie des communes dont le chiffre de population est égal au chiffre total de population des diverses communes où ce secrétaire exerce ses fonctions.

De plus le montant du traitement minimum sera majoré de 5 % à titre d'indemnité spéciale.

La charge du traitement alloué au secrétaire, dans ce cas, sera supportée par chaque commune au prorata du nombre de ses habitants.

ART. 2.

Comme à la proposition.

secretarissen van de reeks der gemeenten waarvan het bevolkingscijfer gelijk is aan het gezamenlijk bevolkingscijfer van de verscheidene gemeenten, waar die secretaris zijn ambt vervult.

Bovendien wordt het bedrag van de minimum-wedde verhoogd met 5 t. h. als bijzondere vergoeding.

In dit geval komt de jaarwedde, aan den secretaris verleend, ten laste van elke gemeente naar evenredigheid van het getal harer inwoners.

ART. 2.

Zooals in het voorstel.

ART. 3.

Comme à la proposition.

ART. 3.

Zooals in het voorstel.

Tekst van artikel 112 der gemeentewet.

Tekst van het wetsvoorstel.

Blijft de gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen, blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der provincie, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

De secretarissen kunnen zich bij den Koning voorzien tegen de beslissingen van den Gouverneur, welke hen uit hun ambt ontzetten, binnen vijftien dagen na de hun daarvan gedane aanzegging.

belanghebbende kan bij den Koning in beroep komen binnen vijftien dagen nadat de beslissing der Bestendige Deputatie hem werd beteeekend.

Blijft de gemeenteraad werkeloos, dan wordt, na twee achtereenvolgende waarschuwingen, blijkende uit de briefwisseling, de straf ambtshalve toegepast door den Gouverneur der provincie, op eensluidend advies van de Bestendige Deputatie, behoudens, ingeval hij het met deze niet eens is, beroep bij den Koning.

De secretarissen kunnen bij den Koning in beroep komen van de beslissingen van den Gouverneur, welke hen uit hun ambt ontzetten, binnen vijftien dagen na de hun daarvan gedane aanzegging.

ART. 4.

In de gemeenten beneden 5,000 inwoners draagt de Staat de helft van de jaarwedden en van de jaarlijksche verhoogingen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 4.

A supprimer.

ART. 4.

Te doen wegvallen.